



Déclaration liminaire CGT au CSAL

DRFiP67 du 18 novembre 2024

Monsieur le Président,

La CGT observe avec une profonde inquiétude la propagation de plus en plus affirmée d'une idéologie d'extrême droite dans les démocraties occidentales. Depuis des années, la CGT dénonce l'aggravation des inégalités dans la société française et la concentration croissante des richesses dans les mains d'une caste d'ultra-riches qui se gave des cadeaux de l'État, affaiblissant en cela les comptes publics et leur utilisation vers des projets collectifs. Car les déficits publics dont on s'alarme sont en grande partie la conséquence des largesses fiscales à l'égard des plus favorisés et des subventions accordées aux entreprises sans contrôle de leur utilisation. Rappelons que les dividendes et rachats d'actions versées aux actionnaires du CAC 40 représentent plus de 97 milliards d'euros en 2023.

Dans cette lignée libérale, le gouvernement actuel a clairement exprimé, dans son projet de loi de Finances 2025 et son projet de loi de financement de la sécurité sociale 2025, sa volonté de continuer la dégradation du Service Public. Pourquoi devrions-nous subir le projet de compression des dépenses publiques de 40 milliards d'euros ?

L'annonce d'appliquer 3 jours de carence dans la fonction publique, celle de diminuer l'indemnisation des jours d'arrêt maladie, celle de supprimer la Garantie Individuelle du Pouvoir d'Achat (GIPA) et celle de ne pas réévaluer le point d'indice attestent de la volonté de pénalisation des fonctionnaires.

La CGT ne pense pas qu'une nouvelle cure d'austérité sauvera un pays où les annonces de plans sociaux, notamment dans l'industrie automobile et chez leurs sous-traitants, pleuvent dans un climat déjà maussade. Face à cette situation économique rendue difficile, le nombre d'appels à la grève explose, car les travailleurs ne sont pas responsables d'une crise sociale et économique causée et aggravée par une politique ultra libérale qui tourne le dos au social et qui crée le déclassement. Les travailleurs attendent donc du changement. Changement vers plus d'égalités et de solidarité que partage la CGT.

Monsieur le président, contrairement à ce qu'énonce le rapport d'activité 2023 de notre direction locale, à l'ordre du jour de ce CSAL, les agents de la DRFiP67 vont mal et vous le savez. Nous en discutons ensemble dans les instances depuis fort longtemps. Vos agents, nos collègues, ont subi pour beaucoup une dégradation de leurs conditions de travail et en ont assez de subir des restructurations et la diminution de leur pouvoir d'achat.

Les syndicats que sont la CGT, la CFDT, l'UNSA, la FSU, Solidaires, la CFE-CGC et la FA-FP sont conscients que cette politique d'austérité irresponsable et d'affaiblissement de la fonction publique aboutirait au sacrifice des plus faibles de nos concitoyens et des fonctionnaires. Pour que l'espoir demeure, pour reconquérir des droits sociaux et pour pouvoir agir en faveur de meilleures conditions de travail pour les salariés du secteur public, **la CGT et les autres syndicats responsables appellent donc les agent·es de la Fonction Publique à une journée d'action, de rassemblements, de manifestations et de grève sur l'ensemble du territoire le 5 décembre 2024.**

Les représentants CGT au CSAL du 18 novembre 2024